

PARITÉ DU DINAR, PLACEMENTS DES RÉSERVES DE CHANGE...

Laksaci se défend

La Banque d'Algérie est «très à l'aise» en matière de politique du taux de change, argue son gouverneur. Mohamed Laksaci reconnaît, néanmoins, que le risque plane sur certains placements des réserves de change.

Chérif Bennaceur -Alger (Le Soir) - Le gouverneur de la Banque d'Algérie a présenté, jeudi dernier, en présence de dirigeants des banques et établissements financiers, la situation financière et monétaire en 2011. L'occasion pour Mohamed Laksaci, très prolixe en chiffres, de rassurer, dans la mesure où l'économie nationale, a consolidé sa stabilité financière externe, «émergeant» après le choc de 2009, même si la reprise de l'économie mondiale reste encore fragile.

Selon le gouverneur, l'Algérie dispose d'une «marge de manœuvre appréciable» grâce à l'importante épargne budgétaire, la stabilité du cours du baril aidant, et d'autant que la dette extérieure de l'Algérie s'est contractée à 4,4 milliards de dollars en 2011 contre 5,68 milliards de dollars l'année précédente. Voire, les réserves de change de l'Algérie (or non compris) ont atteint 188,22 milliards de dollars à la fin de 2011 contre 162,22 milliards de dollars à la fin de 2010 et 175,63 milliards de dollars à fin juin 2011. Certes, Mohamed Laksaci s'est refusé à détailler la composition de ce montant ainsi que le mode de placement de ces réserves. A ce propos, le gouverneur de la Banque d'Algérie affirme que les placements de ces

réserves en titres souverains européens ne courent aucun risque «direct». Voire, ces placements le sont en titres «les moins risqués». Or, il laisse entendre ainsi que le risque plane sur ces réserves, dans cette région à fortes vulnérabilités financières et économiques. Cela même s'il précise que la Banque centrale veille et dispose d'une capacité d'analyse «plus solide», dans un contexte marqué notamment par l'absence d'endettement externe, la maîtrise de l'inflation tant importée que celle endogène. Réfutant toute dévaluation déguisée du dinar, sujet de polémique patronale et médiatique, le gouverneur de la Banque d'Algérie a, par ailleurs, assuré de la pertinence de la politique du taux de change menée. Visant à maintenir le taux de change du dinar à son niveau effectif réel, cette politique «réflète le degré de stabilité macroéconomique», voire la compétitivité du pays ! La Banque d'Algérie, de par sa «responsabilité en tant que service public qui œuvre au profit de la collectivité», est «très à l'aise», assure Mohamed Laksaci, qu'il s'agisse, selon lui, des outils d'estimation ou de la conduite «au jour le jour» de cette politique. Et d'autant, argue-t-il, que cette politique, basée sur la gestion «flexible», garante de



Laksaci rassurant.

la stabilité et de la sécurité financières externes et qui «sert l'économie algérienne», est confortée par les experts du Fonds monétaire international. Ainsi, le calcul, opéré régulièrement, du taux de change du dinar est conforme aux normes du FMI et est «transparent». A ce propos, le gouverneur assure que le dinar s'est certes, en moyenne annuelle, déprécié de 3,1% contre l'euro et apprécié de 2,1% par rapport au dollar. Néanmoins, la monnaie nationale a connu, indique Mohamed Laksaci, une appréciation

moyenne annuelle de 0,25% en 2011, une seconde fois après celle de 2010 avec 2,64%. Evoquant la fin 2011, marquée par une forte volatilité du marché des devises (dépréciation du dollar par rapport à l'euro de 5%), le gouverneur a indiqué que le dinar algérien était coté à 106,5322 dinars pour un euro, en fin de période, restant très proche de son niveau d'équilibre. Cela même si le plaidoyer du gouverneur se réfère aux données de 2011 tandis que la polémique sur la dévaluation porte sur le début de l'année 2012 ! C. B.

LG LANCE LE PREMIER TÉLÉVISEUR DOTÉ D'UN ÉCRAN TACTILE

La Pen Touch TV sur le marché algérien

Il s'agit d'une télé miracle. La Pen Touch TV LG est un appareil doté d'une panoplie d'options technologiques, ouvrant l'accès à internet et offrant une qualité d'image unique se déclinant sous un plasma équipé d'un stylet facilitant la manipulation et transformant le téléviseur en un tableau à l'affichage tactile de qualité incomparable.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - C'est un écran qui, à première vue, paraît ordinaire, mais qui, en réalité, ouvre accès à plusieurs applications allant au-delà de l'utilisation classique d'un téléviseur. Dotée d'un stylet et d'un écran tactile, la Pen Touch TV peut se transformer en un tableau sur lequel plusieurs personnes peuvent écrire, dessiner en même temps pour ensuite imprimer le document sur-le-champ. L'utilisateur peut user de cette fonction, à savoir activer l'option Pen Touch, sur un simple clic sur la télécommande. C'est avant tout une télévision destinée à

visionner des films, des documentaires, des matchs de football, mais LG, dans sa démarche d'innovation perpétuelle, a pensé à élargir les fonctionnalités d'une télé en lui donnant un aspect éducatif, pour qu'elle puisse être utilisée comme tableau par les enfants et les écoliers qui peuvent s'adonner à plusieurs œuvres créatives, et aussi par les adultes en la reliant directement à un ordinateur tout les options et accessoires, y compris le clavier, s'affichent sur l'écran plasma, en verre anti-rayures en plus de la luminosité VRB qui offre des images d'une clarté jamais égalée. Un véritable confort visuel assuré grâce à la fonction de contrôle automatique de netteté et de la neutralisation des couleurs. Même les professionnels de la caricature peuvent trouver dans le Pen-Touch TV tous les outils nécessaires pour une œuvre réussie. C'est, en effet, une télévision multifonctionnelle qui peut servir dans les écoles, les bureaux des institutions et des entreprises,

notamment les salles de réunions, ainsi que dans les foyers. Selon le nouveau directeur des produits bruns à LG Algérie, DJ KI, qui s'exprimait hier, à l'occasion d'une conférence de presse à Alger, il s'agit d'une technologie propre au groupe, aucun autre concurrent, affirme-t-il, ne dispose d'un tel produit. Pour un premier temps, poursuit-il, le Pen-Touch sera disponible en 50 pouces et à un prix de 14 millions de centimes, dans tous les show-rooms LG. «Nous allons d'abord tester le produit sur le marché et évaluer la demande pour ensuite introduire d'autres modèles à l'instar du 70 pouces», a-t-il souligné. Enfin, DJ KI a fait savoir qu'une fois les 18 mois de garantie arrivés à expiration, un service après-vente, d'ores et déjà opérationnel, prendra en charge toutes les doléances des utilisateurs. Il est également à savoir que sur chaque Pen-Touch acheté, LG offre une réduction de 20 % sur une imprimante.

M. M.

Précisions du DG de l'Agence nationale du Cadastre

Votre quotidien du 21 février 2012 comporte en page 7 un article intitulé "le cadastre national connaît un retard" dans lequel, son auteur, Monsieur Lyas Hallas, se basant sur une correspondance du SG du SNTC, a essayé de faire un sommaire de la situation des travaux de Cadastre général du territoire national en citant les difficultés qui pourraient compromettre sa réalisation effective dans les délais prescrits par les autorités supérieures.

Pour mettre les lecteurs du quotidien Le Soir d'Algérie à l'abri de toute interprétation erronée du texte, les infirmations contenues dans cet article méritent de notre part les précisions suivantes :

1- Au sujet du statut de l'agence nationale du Cadastre :

Effectivement, l'organigramme de l'ANC tel que défini dans le statut ne répond plus aux exigences de l'heure compte tenu du volume croissant de l'information cadastrale et des activités liées à l'établissement du Cadastre général. Ce pourquoi, la direction générale de l'ANC a proposé un projet d'organigramme actuellement en cours d'étude au niveau du ministère des Finances (secrétariat général) qui définit les conditions pour gestion plus rationnelle des carrières professionnelles du personnel ainsi que le rapprochement de l'administration du Cadastre du citoyen.

2- Au sujet du retard dans l'avancement des travaux du Cadastre national :

Les chiffres énoncés dans l'article constituent uniquement les bilans des millions conjoncturelles attribuées à l'ANC. Or, la mission principale de l'ANC est l'établissement du Cadastre général dans tout le territoire national.

Pour cela, il convient de souligner que la réalisation du programme quinquennal 2010-2014 incombant l'ANC a nécessité l'élaboration d'une stratégie pour garantir sa réussite. Ainsi donc, il a été procédé à :

- l'évaluation des déficits en moyens humains et matériels et leur mise en place progressive
- la planification des travaux cadastraux avec échancier de réalisation et évaluation périodique
- des campagnes sensibilisation des différents intervenants
- le redéploiement inter-wilaya des équipes de production
- l'allègement de procédures visant l'accélération des travaux

Parallèlement à cela, des activités sont menées pour dématérialiser et numériser l'information cadastrale aux fins de création d'une base de données permettant, entre autres, la délivrance automatique séance tenante des extraits de documents cadastraux.

| Opération | Année 2009 | | Année 2010 | | Année 2011 | |
|---------------------------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|
| | Superficie planifiée (ha) | Superficie réalisée (ha) | Superficie planifiée (ha) | Superficie réalisée (ha) | Superficie planifiée (ha) | Superficie réalisée (ha) |
| Cadastre en zone rurale et urbaine | 1 000 000 | 1 025 000 | 1 000 000 | 1 246 000 | 1 400 000 | 1 500 000 |
| Cadastre en zone steppe et saharienne | 124 000 000 | 124 376 000 | 49 500 000 | 49 717 000 | 38 500 000 | 38 855 000 |

3- Evolution des travaux de cadastre général :

La stratégie mise ne place a permis d'obtenir des résultats très significatifs en déployant uniquement les moyens disponibles puisque, outre les 212 millions d'hectares de cadastre général en zone steppiques et sahariennes réalisés durant les années 2009 à 2011, la production cumulée en zones rurale et urbaine est passée de 400 000 ha/an en moyenne durant la période d'avant 2009 pour atteindre 1 200 000 ha/an en moyenne à partir de 2009 comme le précise le tableau ci-après :

Il convient de préciser aussi que la stratégie a prévu de renforcer les moyens humains et matériels existants par un apport supplémentaire évalué et formulé à la tutelle.

Au 31/12/2011, sur 238 millions d'hectares que compte notre pays plus de 233 millions d'hectares (toutes les zones confondues : urbaines, rurales, steppiques et sahariennes) sont cadastrés.

Ainsi donc, il est indéniables que la conjugaison des moyens existants et ceux prévus assurera le parachèvement des travaux dans les délais impartis.

4- En ce qui concerne les besoins en cadres, agents techniques :

Il est vrai qu'un retard a été accusé dans le recrutement de personnel qualifié ainsi que le remplacement des cadres ayant atteint ou approché l'âge de la retraite.

Néanmoins, des mesures palliatives en la matière ont été engagées par la tutelle pour consolider l'effectif chargé de l'exécution du programme quinquennal dans le respect des délais requis.

A cela, il y a lieu de souligner l'apport précieux de la Direction générale de la Fonction publique en matière de dérogation pour le maintien d'un certain personnel afin de préserver la continuité et la bonne marche des services.

INSIM-COLLÈGE

SHERBROOKE

Sortie de la 8^e promotion de managers d'entreprise

Ils étaient 76 lauréats de la formation de technicien supérieur en gestion des entreprises et informatique de gestion à recevoir, jeudi, leurs diplômes par l'Institut international de management (Insim), avec la participation du collège canadien Sherbrooke, qui assure le programme et le suivi pédagogique. C'est donc au cours d'une cérémonie organisée ce jeudi à l'hôtel El Djazaïr (ex-Saint George), que les 76 heureux lauréats ont reçu leurs brevets après un cycle de deux ans d'études et six mois de stage pratique.

Il s'agit d'un diplôme canadien, délivré par le collège Sherbrooke et qui peut ouvrir plusieurs perspectives. Le P-dg du groupe Insim, M. Lamiri, a expliqué que les lauréats ont le choix entre aller vers un master ici en Algérie comme au Canada, ou carrément opter pour la création de leur propre entreprise, à travers le concours des experts en création d'entreprises de l'Institut. Même si tout le monde n'est pas encore fixé sur la démarche immédiate à suivre, certains croient déjà savoir ce qu'ils veulent.

C'est à l'exemple de la major promo Guendouz Abir Hassina, qui a obtenu 17, 53 de moyenne et qui compte poursuivre ses études au Canada pour acquérir encore plus de bagages et de connaissances avant de monter son propre entreprise. D'autres, comme Kadri Mohamed Lamine, préfèrent plutôt rester en Algérie, pour travailler et poursuivre en même temps ses études. A chacun son choix et à chacun ses ambitions, étant donné que l'ultime étape a été franchie.

M. M.